

Le terme « guerre froide » évoque tensions et conflits. Cependant, le but du Kominform n'est pas de remettre en cause le statu quo né de la Seconde Guerre mondiale par des guerres civiles, mais plutôt de trouver un compromis négocié entre pays capitalistes et pays socialistes. Tel est le sens donné à la création du Mouvement de la Paix en avril 1949. Il s'agit, par la pression des masses sur les gouvernements occidentaux, d'empêcher la politique agressive du bloc occidental et l'amener à un compromis. Dans son manifeste de fondation, le Mouvement de la Paix s'affirme hostile à l'opposition entre un bloc d'Etats et un autre, partisan de la collaboration pacifique entre les peuples et de l'indépendance nationale de chaque peuple. Dès octobre 1952, Malenkov évoque la nécessité d'une coexistence pacifique entre les deux camps. « Le développement du mouvement populaire pour la Paix doit empêcher la politique agressive des Etats-Unis de se développer et doit rendre aux pays européens colonisés par les U.S.A. leur indépendance nationale... Ce Mouvement n'a pas pour but la liquidation du capitalisme. La ligne générale du Parti communiste de l'Union soviétique en politique extérieure est une politique destinée à assurer la paix entre les peuples et la sécurité de notre patrie socialiste. L'U.R.S.S. est pour le règlement pacifique des conflits... Elle est prête à négocier avec ces Etats (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis)... Dans cette compétition pacifique avec le capitalisme, le système socialiste prouvera chaque année sa supériorité sur le système capitaliste. L'exportation de la révolution est une absurdité. Chaque pays, s'il le veut, fera lui-même sa révolution, et s'il ne le veut pas, la révolution n'aura pas lieu ».

Ces quelques phrases, qui résument la politique extérieure de l'Union soviétique, aident à comprendre dans quel cadre s'inscrit la politique du parti communiste français ; le rôle qu'il attribuera au conflit indochinois est très dépendant de cette analyse.

II. Le tournant sur la question coloniale

Le tournant opéré par le parti communiste français avec l'établissement de la guerre froide, a une répercussion directe sur sa position vis-à-vis de la question coloniale, indochinoise tout particulièrement. Ce tournant s'effectue pourtant avec une extrême lenteur. Au XI^e congrès du parti communiste français, Maurice Thorez explique encore que le parti doit être conscient de ses responsabilités vis-à-vis de la France et de l'Union française. Cette référence à l'Union française apparaît toujours jusqu'en août 1948. Mais elle est de moins en moins utilisée comme thème de propagande. Peu à peu, la question coloniale et la guerre du Vietnam sont analysées différemment.

En mars 1948, Raymond Barbe, dans *Les Cahiers du Communisme*, explique que la lutte des peuples coloniaux occupe une place toute particulière « dans la lutte actuelle des forces de démocratie contre le camp impérialiste ». Ainsi la R.D.V.N. lutte pour l'indépendance nationale contre les colonialistes français inspirés de Washington. Elle fait partie du camp anti-impérialiste.

Cependant Raymond Barbe ne remet pas en cause l'Union française. La solidarité entre le peuple français et le peuple vietnamien doit se développer, car « elle est la condition d'une Union française durable et féconde ».

Peu à peu l'aide américaine à l'effort de guerre français s'accroît, surtout à partir de 1950 : Théodore Dresse dans *Les pièges de la Puissance* cité par G. Elgey, a calculé que de juin 1950 à mai 1954, les U.S.A. ont consacré 2.600 millions de dollars à l'assistance économique et militaire dont bénéficièrent les Français en Indochine, c'est-à-dire qu'ils financèrent 80 % du coût total de cette guerre.

Le parti communiste français face à l'aide militaire accrue des U.S.A. interprète ainsi les visées des Etats-Unis : ceux-ci veulent faire du Vietnam une base stratégique d'intervention contre les pays socialistes : « la poursuite de la guerre du Vietnam fait partie du plan américain de préparation de la Troisième Guerre mondiale, dans le but d'établir des bases d'agression contre la Chine populaire et l'U.R.S.S. ».

Un autre thème est aussi repris maintes et maintes fois dans la presse communiste : il est dans l'intérêt de la France de mettre fin à la guerre, contraire à l'intérêt national car :

— le peuple français qui lutte pour son indépendance est enchaîné davantage à l'impérialisme américain par la continuation de la guerre ;

— c'est une guerre de reconquête au profit de l'impérialisme ;

— elle représente une ponction quotidienne d'hommes et d'argent.

Pour ces raisons, le peuple de France doit tout mettre en œuvre pour que cesse la guerre au Vietnam. A partir de 1949, une autocritique perce dans la presse du parti communiste sur l'insuffisance de l'action contre la guerre. C'est à ce moment-là que le terme de « sale guerre » apparaît et qu'il est clairement fait appel à l'action. Dans deux articles parus dans *Les Cahiers du Communisme*, celui de J. Guillon, en septembre 1949, et celui d'André Marty, en mars 1950, des critiques contre l'inaction du parti communiste français sont faites. Selon J. Guillon, par rapport à l'action menée contre la guerre du Rif, l'action contre la Guerre d'Indochine ne peut se comparer ; il ne faut pas rester au seul stade de la propagande ; il faut « convaincre le Parti que la lutte anticolonialiste est l'affaire de tout le Parti et non pas de quelques spécialistes... Il faut entraîner à l'action, pas seulement les communistes et les sympathisants... que dans tout le Parti nous examinions la guerre du Vietnam d'un point de vue économiste comme on l'a fait pour la guerre du Maroc ».

En mars 1950, André Marty va encore plus loin dans ses critiques. Il explique que le parti communiste français doit renouer avec les traditions internationalistes. Il dira plus tard (après son exclusion) qu'il a été le premier au Comité central et dans le Parti à préciser la position internationaliste que devait adopter le parti communiste dans la guerre d'Indochine : « de 1946 à 1949 nos propagandistes, nos journalistes, nos députés, en parlant des atrocités commises en Indochine, les mettaient sur le compte